



Les tests Covid à l'école, un "fiasco" qui dure depuis neuf mois



COVID-19 - Le ministère de l'Éducation a-t-il vu trop grand? Afin de mieux "tracer, tester, protéger" les écoliers, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer avait annoncé lors de sa conférence de rentrée un objectif de 600.000 tests salivaires réalisés par semaine sur tout le territoire dans les écoles primaires. Une stratégie qualifiée d'"ambitieuse" par le ministère sur son propre site.

Trop ambitieuse? Trois mois plus tard, l'objectif est en tout cas loin d'être atteint. Sur environ 400.000 tests déployés chaque semaine (alors que 600.000 sont bien disponibles), seule la moitié sont effectivement réalisés. Ces tests rapides restent pourtant indispensables avec l'arrivée de la 5e vague qui n'épargne pas les enfants (le taux d'incidence chez les moins de 9 ans n'a jamais été aussi haut) et donc les écoles: 8500 classes étaient fermées ce jeudi 25 novembre (contre 6000 sur 527.000 mardi). Elles étaient 4000 seulement 4 jours plus tôt, et 1000 à la mi-novembre. Pour rappel, jusqu'à présent, un cas de Covid dans la classe entraîne la fermeture de celle-ci.

Comment expliquer la difficile mise en œuvre de ces tests salivaires, que certains enseignants vont jusqu'à qualifier de "fiasco", un terme déjà employé avant l'été? Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire nationale du syndicat enseignant UNSA interrogée par le *Huffpost*, explique que "les parents sont réticents à donner leur accord, car on touche à la santé de leurs enfants".

Un manque de communication

Également contacté, le ministère de l'Éducation n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet, mais Jean-Michel Blanquer partageait ce constat dans *le Parisien* : "Même pour ce genre de tests indolores et simples, il n'y a pas une acceptation massive. C'est une difficulté qu'on a depuis le début."

Élisabeth Allain-Moreno pointe toutefois la responsabilité du ministère dont le discours a été "flou". "Il y a eu une certaine cacophonie qui n'a pas mis en confiance, détaille-t-elle. Au départ le matériel n'arrivait pas (ces tests sont déployés depuis le mois de février, *NDLR*), s'ajoute la difficulté de gérer les annonces des fermetures de classe faites au dernier moment, puis la question du masque à l'école qui n'a fait que changer... Sur le fond, les tests sont une bonne idée. Mais sur la forme, il y a eu un manque de communication et il y a désormais une sorte de ras-le-bol chez les parents."

Guislain David, porte-parole du syndicat Snuipp-FSU, confirme au *Huffpost*: "Il n'y a pas eu de campagne de communication pour ces tests, alors qu'ils sont le seul moyen



de protéger les enfants contre le virus et de les empêcher de le diffuser”, car les moins de 12 ans n’ont pas encore accès à la vaccination. Celle-ci n’aura pas lieu avant 2022, a encore précisé le ministre de la Santé Olivier Véran ce jeudi 25 novembre. Résultat: la semaine dernière, un peu moins de 50% des parents ont donné leur accord pour faire tester leur progéniture, que ce soit à la maison (test salivaire en autoprélèvement) ou directement à l’école -tout dépend du choix fait par le laboratoire ou le rectorat. Des directeurs d’école trop sollicités

Autre problème pointé par les syndicalistes: le manque de moyens. “Certains laboratoires n’ont pas la main d’œuvre nécessaire, d’autres ont engagé du personnel, mais pas forcément formé”, regrette Élisabeth Allain-Moreno, qui pointe aussi le manque des médiateurs de lutte anti-Covid, vacataires parfois non formés à la santé qui avaient été déployés au printemps pour aider le personnel médical scolaire.

“Ils ont été prolongés jusqu’au 31 décembre, mais on aura encore besoin d’eux après, car la 5e vague sera toujours là”, ajoute la secrétaire générale adjointe du syndicat national des médecins scolaires et universitaires (SNMSU) UNSA Jocelyne Grousset. Celle-ci évoque également l’écart entre les territoires ruraux, souvent moins bien lotis que les territoires urbains et où la logistique devient plus compliquée: les laboratoires sont moins nombreux ou plus éloignés, le recrutement de médiateurs est parfois plus difficile.

De grosses responsabilités s’abattent de fait sur les directeurs et directrices des écoles, regrette Élisabeth Allain-Moreno: “Ils doivent gérer la mise en place du protocole qui évolue souvent, assurer le lien avec les familles, avec la mairie, et en plus ils doivent dans de nombreux cas faire classe puisqu’ils sont aussi professeurs des écoles.”

L’arrivée de la 5e vague et de la multiplication des cas de Covid-19 ne risque pas d’alléger leur charge de travail. Jean-Michel Blanquer a annoncé qu’il n’y aura plus de fermeture de classe dans les écoles primaires dès le premier cas de Covid détecté chez un élève, mais que “dès la semaine prochaine, lorsqu’un élève est testé positif, tous les élèves de la classe sont testés à leur tour et seuls les camarades testés positifs restent à la maison”.

À voir également sur *Le HuffPost*: *Pour aider les enfants à se faire vacciner, cet hôpital aux États-Unis s’est entouré de chiens*

